

Présentation

À l'ère de la mondialisation, nous observons un mouvement accéléré des réformes, initiées par différents pays, dont l'Algérie, et ce, dans divers domaines de la vie socio-économique et politique : agriculture, éducation, enseignement supérieur, santé, politique publique, etc. Parfois, ce processus n'est pas décrit seulement par le terme de réforme, mais par des notions s'inscrivant dans le même champ sémantique et conceptuel telles que : changement, transformation, mutation, évolution ou révolution.

Réformer consiste, non seulement à rétablir un équilibre rompu, mais à atteindre d'autres objectifs répondant d'une façon plus ou moins pertinente aux nouvelles demandes sociales. De manière générale, deux objectifs sont fixés à toute réforme : le premier objectif réside dans l'efficacité des mesures d'ajustement destinées à réduire les dysfonctionnements identifiés. Le second vise, quant à lui, à s'assurer que toute modification structurelle servira effectivement à l'amélioration de la qualité des services offerts aux usagers.

Où en sommes-nous en Algérie après quelques changements induits par le paradigme des réformes menées dans certains domaines ?

Dans le domaine agricole, pouvant offrir d'importantes perspectives en matière d'autosuffisance alimentaire et d'emplois, la question des réformes agraires est soulevée par Zakaria **Smahi** et Khadidja **Remaoun**. Passant en revue trois étapes évolutives de 1962 à nos jours, les auteurs présentent des résultats d'enquêtes de terrain menées dans quatre communes de l'Ouest algérien.

Les réformes scolaires sont au centre de quatre contributions : celles de Rosa Mahdjoub, de Fatima Nekkhal, de Aïcha Benamar et de Boulenouar Yousfi. Rosa **Mahdjoub** soulève la question du préscolaire en rapport avec la réforme de 2002. A partir de la situation en question, elle note la dynamique enclenchée, notamment avec la Loi d'orientation du 23 janvier 2008 et la place accordée à l'investissement du privé aux côtés de l'Éducation nationale et de l'enseignement religieux. Fatima **Nekkhal**, s'intéressant à la formation du capital humain à travers les différentes réformes du système éducatif, pose la question de leurs impacts sur l'entreprise économique. La réforme pédagogique de 2002 est au centre de la contribution d'Aïcha **Benamar** qui soulève les questions de savoir comment cette réforme a été perçue par la communauté éducative et quelle a été son influence sur les représentations et les pratiques pédagogiques des enseignants. Boulanouar **Yousfi** aborde les fondements de la refonte pédagogique et met l'accent sur la pédagogie du projet en 5^{ème} année primaire ainsi que ses résultats en termes de savoir-faire sociolinguistique. Mohamed **Miliani**, traitant des réformes dans l'enseignement supérieur, centre son propos sur le système LMD dont il fait une analyse critique. Il interroge les modalités d'implémentation de cette réforme et soulève la question des représentations que s'en font différents acteurs.

La contribution de Youcef **Abbou** et Brahim **Brahmia** s'inscrit dans le cadre des réflexions menées sur les réformes du système de santé et soulève, entre autres, la question des dépenses de soin et de leur utilisation optimale. L'analyse proposée porte sur la maîtrise de la demande de soins, de la recomposition du réseau hospitalier et du mode de financement des établissements publics de santé.

Réformes institutionnelles et/ou structurelles, ce qui semble dominant c'est l'ensemble des mesures susceptibles de modifier les composantes systémiques d'une économie, autrement dit le cadre institutionnel et réglementaire d'un secteur donné. Si nous ne disposons pas aujourd'hui d'évaluations permettant d'analyser les effets des réformes

engagées, nous pouvons, toutefois, faire le constat à travers les différentes contributions que ces réformes sont complexes et leur coordination difficile. La problématique des réformes tire sa complexité de la pluralité des stratégies mises en place. Si la mondialisation incite les pays à se lancer sur la voie des réformes, les questions qui nécessitent encore des réponses sont de savoir pourquoi doit-on réformer et quels contenus donner aux réformes ? Pouvons-nous parler de bonne versus mauvaise réforme en termes d'efficacité ?

Aïcha BENAMAR